

Brochure n° 3078

Conventions collectives nationales

CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

AVENANT N° 21 DU 19 OCTOBRE 2018
RELATIF À L'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT

NOR : ASET1950700M
IDCC : 1850

Entre :
FNUJA ;
UPSA ;
CNADA ;
SAFE ;
AEF,

D'une part, et

CSFV CFTC ;
SPAAC CFE-CGC ;
SNPJ CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux de la branche ont eu la volonté d'harmoniser leur convention collective avec les nouvelles dispositions du code du travail.

En conséquence l'article 9.2.1 relatif à l'indemnité de licenciement de la convention collective des avocats salariés (IDCC 1850) du 17 février 1995 réglant les rapports entre les cabinets d'avocats et les avocats salariés est ainsi rédigé.

9.2.1. Indemnité de licenciement

L'avocat salarié, qui compte 8 mois d'ancienneté ininterrompue au service du même employeur et dont le licenciement ne résulte pas d'une faute grave ou lourde, a droit à une indemnité de licenciement qui s'établit comme suit :

- pour la tranche d'ancienneté inférieure ou égale à 10 ans : 1/4 de mois de salaire par année d'ancienneté ;

– pour la tranche d’ancienneté supérieure à 10 ans : 1/3 de mois de salaire par année d’ancienneté.

La condition de 8 mois d’ancienneté doit être remplie à la date d’envoi de la lettre de licenciement.

L’indemnité de licenciement se calcule à l’expiration du contrat de travail c’est-à-dire à l’expiration normale du préavis, même s’il y a eu dispense de l’exécuter. Dans le temps d’ancienneté tel que visé ci-dessus, il est tenu compte des fractions d’année.

Le salaire mensuel retenu comme base de calcul est celui résultant de la moyenne de la rémunération brute cotisable et taxable acquise contractuellement par l’avocat salarié au titre des 12 mois précédant la notification du licenciement ou si cela est plus favorable 1/3 des 3 derniers mois précédant l’expiration du contrat. Dans ce dernier cas toute prime ou gratification de caractère annuel ou exceptionnel versé au salarié pendant cette période n’est prise en compte que dans la limite d’un montant calculé à due proportion.

Mesures spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés

Pour l’application de l’article L. 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré qu’un accord relatif à l’indemnité de licenciement dont peuvent bénéficier les avocats salariés de la branche et qui ne porte que les nouvelles mesures contenues dans le code du travail n’avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l’article L. 2232-10-1. En effet, celui-ci doit s’appliquer quelle que soit la taille de l’entreprise *a fortiori* dans une branche composée presque exclusivement d’entreprises de moins de 50 salariés.

Fait à Paris, le 19 octobre 2018.

(Suivent les signatures.)